

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Bulletin de la Banque de France

[Économie](#)

+ 1 -

[Financements internationaux](#)

Les émissions de CO2 dans les échanges internationaux de la France

16 Juin 2020

Auteurs : [Rafaël Cezar](#), Tancrede Polge

Bulletin n°229, article 4. L'article présente un bilan des émissions françaises de CO2 liées à la production et commercialisation des biens et services exportés ou importés. Il en ressort que la France consomme plus de CO2 qu'elle n'en produit, ce qui se traduit par une balance commerciale déficitaire à hauteur de 122 millions de tonnes. Cette situation s'explique notamment par i) un solde commercial déficitaire en valeur monétaire, ii) une production nationale économe en CO2 en raison du parc énergétique, et iii) la composition sectorielle des échanges (avec des exportations en valeur ajoutée majoritairement issues des services, peu polluants) et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Ainsi, près de la moitié du CO2 dans les exportations françaises est émis à l'étranger, principalement en Chine et en Allemagne.

[bdf229-4_Visuel.png](#)

L'article analyse l'impact du commerce international sur les émissions de CO2 de la France. Il s'agit de mesurer l'ensemble des émissions engendrées tout au long de la chaîne de production et de commercialisation des exportations et importations françaises. Il complète ainsi l'article « Les émissions de CO2 dans le commerce international » (Cezar et Polge, 2020) par un focus pays.

La lutte contre le réchauffement climatique se fonde sur les émissions de dioxyde de carbone (CO2) comme principal instrument de mesure. Les accords internationaux tentent ainsi de coordonner un effort collectif de réduction de ces émissions de gaz à effet de serre (Nations unies, 2015). Leurs objectifs ciblent les émissions à l'intérieur des territoires nationaux (Nations unies, 1992). Pourtant, cette mesure ne tient pas compte des échanges internationaux et reste ainsi un indicateur incomplet de l'impact respectif des pays dans les émissions globales de CO2.

Une mesure alternative consiste à attribuer ces émissions au pays dans lequel elles sont consommées plutôt que produites. Cette démarche permet d'établir « l'empreinte carbone », c'est-à-dire la quantité de CO2 émise pour produire les biens et services consommés dans un pays (Davis et Caldeira, 2010). Le commerce international permet de relier ces deux mesures. En effet, la consommation d'un pays peut être en partie importée, ce qui entraîne une « délocalisation » des émissions associées vers le pays d'origine de ces émissions (Peters et al., 2011). À l'inverse, une autre partie de ses émissions peut être exportée, n'étant donc pas consommée sur place. La France présente un solde commercial en CO2 déficitaire de 122 millions de tonnes. Cela signifie que le pays consomme davantage de CO2 qu'il n'en produit, son empreinte étant supérieure aux émissions nationales à hauteur de ce déficit. Ainsi, la France affiche une empreinte carbone de

445 millions de tonnes de CO2 en 2015 (OCDE, base de données trade in embodied CO2 – TECO2). Cela correspond aux émissions produites sur son territoire (323 millions de tonnes), auxquelles s'ajoutent les importations (236 millions de tonnes de CO2 émis à l'étranger), et desquelles se retranchent les exportations (115 millions de tonnes de CO2 émis sur le territoire français mais consommés ensuite à l'étranger).

Cette situation résulte notamment du solde commercial en valeur monétaire, qui est globalement déficitaire.

[Pour lire la suite, télécharger l'article]

Télécharger la publication dans son intégralité

[Bulletin n°229-4. Les émissions de CO2 dans les échanges internationaux... \(PDF - 868 Ko\)](#)

[Précédent](#)

3

L'éducation économique, budgétaire et financière des publics : un enjeu majeur en temps de crise

[Suivant](#)

5

Le rôle international de l'euro